

La participation en milieu rural

Sarrant, 5 juin 2018

Nous étions une trentaine de personnes venues de différents coins du Gers, et plus spécifiquement du Pays Portes de Gascogne, pour échanger autour de l'idée de participation.

Mario Bilella, qui prépare une thèse en sciences politiques à l'Université Paris 1 nous a parlé de son travail sur plusieurs territoires ruraux, dont Saillans (Drôme) et Trémargat (Côtes d'Armor). Francis Chabrol, maire de Saint-Élix-d'Astarac, nous a présenté ses expériences. Les échanges se sont concentrés sur le lien au territoire et le sentiment d'appartenance, en soulignant le caractère central des dimensions « faire partie », « être reconnu » et « vivre ensemble » avant d'approfondir les objectifs et modes de la participation.



À **Saillans**, les habitants réinventent la démocratie
<https://reporterre.net/A-Saillans-les-habitants-reinventent-la-democratie>

Site de la mairie : www.mairiedesaillans26.fr



Trémargat, laboratoire d'alternatives et de démocratie participative à ciel ouvert

<https://www.bastamag.net/Reportage-Tremargat>

Site de la mairie : <https://tremargat.fr/mairie.html>

La participation, notamment en milieu rural, ne se décrète pas une bonne fois pour toutes. C'est un processus en perpétuelle construction. Les témoignages ont souligné le besoin d'un minimum d'appartenance au territoire pour participer, la nécessité d'encourager les liens entre les populations, de même qu'entre les habitants et structures existantes. Il nous faut construire une culture partagée, une vision commune pour avancer ensemble sur le chemin de la démocratie participative. Ce qui ne veut pas dire qu'on doit tous être d'accord !

Se sentir reconnus

Le pays Portes de Gascogne - comme d'autres territoires ruraux - est en pleine recomposition territoriale. Et comme dans toute période de mutation, cela peut entraîner des incompréhensions entre populations locales (autochtones) et nouveaux arrivants, de même qu'entre habitants permanents et temporaires, entre experts et néophytes qui posent des regards différents sur le milieu rural (conflits d'usage, divergence de représentations, etc.). Néanmoins, le territoire constitue un espace d'implication pour les nouveaux arrivants qui cherchent à le faire vivre, à tisser des liens.

De nouveaux enjeux apparaissent : développer une culture de l'accueil, faciliter l'intégration de nouvelles populations, mettre en valeur la diversité culturelle. Il s'agit de prendre en compte l'épanouissement personnel pour favoriser le mieux-être et le développement de chacun.e car c'est aussi ces différentes formes de reconnaissance et d'accueil qui faciliteront l'expression et la mobilisation de tous.tes.

Vivre ensemble à la campagne

L'enjeu du « vivre ensemble » reste un élément fondamental pour le territoire, même s'il soulève des questions : Comment encourager la création de lien social (réseaux de proximité, pratiques solidaires, etc.), le renforcement de la citoyenneté et de la démocratie, l'accroissement de la diversité culturelle ? Comment passer de l'individuel au collectif ? Comment faire face aux personnes et groupes qui s'isolent ?

Derrière ces questions, c'est la notion d'intérêt général, de construction d'un intérêt collectif qui est interrogée ; nous l'avons plutôt traduite par « **Comment construire du commun ?** ».

Une idée, plusieurs fois apparue dans nos échanges, est le **besoin de médiation** pour arriver à construire ce vivre ensemble, cet intérêt général car ils ne se produisent pas tout seuls ! Du coup, on a évoqué aussi les tiers lieux comme de nouveaux espaces pour y encourager.

Vers quelle démocratie ?

Au départ, il y a le constat d'une certaine défiance envers la démocratie représentative et la participation institutionnalisée. De plus, il manque des espaces de rencontre qui permettent un « véritable » dialogue entre élus et citoyens. Et souvent, on note l'absence de publics éloignés du champ démocratique.

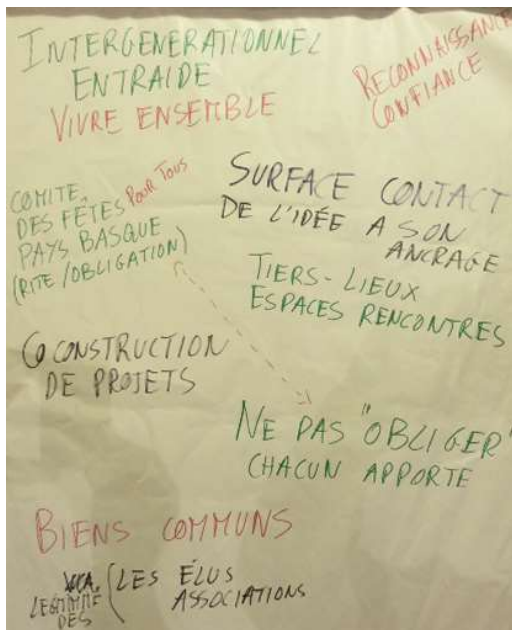
Par ailleurs, il existe de nombreuses associations, ce qui peut témoigner du dynamisme du territoire. Mais attention aux « sociabilités sélectives » que cela peut générer, en encourageant différents « entre-soi » qui ne communiquent pas avec les autres.

Tout le monde est d'accord pour affirmer l'importance de **promouvoir la rencontre entre les différents mondes**, ce qui nécessite créer une culture participative commune aux élus, aux techniciens et aux citoyens.

Des conditions pour la participation

Cette culture participative ne s'improvise pas. Elle exige du temps pour aller à la rencontre des habitants et nécessite de la pédagogie. Elle appelle aussi de l'information sous différentes formes à propos de ce qui se fait et de ce qui existe, en veillant aussi à rester accessible et à ne pas utiliser un langage technocratique.

Une première étape est de **définir le sens de la participation, le « pour quoi », l'enjeu** sur lequel on veut travailler. Ensemble, nous avons affirmé la volonté de **co-construire des projets**. Cela passe notamment par l'intérêt / le rapport personnel que les individus ont pour leur territoire. Sans doute faut-il alors identifier « un espace de possibles collectifs » et arriver à appréhender les spécificités des territoires (par exemple, la mobilité qui devient une donnée clé, notamment pour répondre à la problématique de l'accueil).



Des idées...

Plusieurs éléments et pistes sont apparus :

- travail sur l'intergénérationnel, le vivre ensemble ;
- besoin de « rites d'initiation » pour aider à des démarches collectives → on pourrait s'inspirer des comités des fêtes au Pays basque ;
- penser des initiatives autour de la notion des communs.

Des questions

Il reste aussi des questions ouvertes, à approfondir :

- Quel est le lien entre participation et décision ?
- Jusqu'où défend-on l'idée de liberté individuelle (dans le sens « chacun fait comme il veut ») lorsqu'on veut construire du monde commun ?
- Qui raconte le village et ses histoires ? Car, avec les expériences de Saillans et Trémargat, on a vu l'importance du récit médiatique dans le travail de mémoire du territoire.